

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/01/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

Immeuble Reflex Les Renardières
4 place Victor Hugo
92400 Courbevoie

Références : 2026 046 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007201458

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement ANTARGAZ implanté La Doréderie 760 avenue des Ponts 16130 Gimeux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC et du récolement de la mise en demeure préfectorale portée par arrêté du 04/06/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- La Doréderie 760 avenue des Ponts 16130 Gimeux
- Code AIOT : 0007201458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Antargaz exploite à Gimeux et Merpins un dépôt de gaz inflammables liquéfiés relevant de la directive SEVESO statut seuil haut. Le site est alimenté par camions gros porteurs et des camions petits porteurs viennent se charger pour livrer la clientèle. L'établissement est régi par un arrêté préfectoral de décembre 2015 complété par arrêté de juillet 2025. Une étude de dangers révisée est attendue d'être remise pour fin 2026.

Le site voit transiter chaque année entre 18000 et 22000 tonnes de GPL sur son dépôt de Gimeux. L'exploitant livre principalement le secteur industriel et plus particulièrement les distilleries et les séchoirs à céréales. L'activité est soutenue (environ 14 véhicules / jour) au moment de la période de distillation d'octobre à mars.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Disponibilité des moyens de lutte incendie – pomperie	AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
9	Opération de chargement des camions-citernes (petits porteurs)	AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Opération de déchargement des camions-citernes (gros porteurs).	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3.4	Demande d'action corrective	1 mois
13	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
14	Foudre	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
17	Matériels utilisables en zone ATEX	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI et mises à jour	AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Information de l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier	AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 4	Sans objet
5	Conformité de la sirène PPI	AP Complémentaire du 10/12/2015, article 6.1.3	Sans objet
7	Citernes mobiles admissibles sur site	AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.1	Sans objet
8	Formation du personnel (citernes)	AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.2	Sans objet
11	MMR - citernes mobiles munies de soupapes de sécurité	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3.5	Sans objet
12	Détection flamme sécurités associées	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.3	Sans objet
16	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
18	Admission de citernes GNV	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/06/2025 avaient été satisfaites. Les dispositions objet de l'arrêté de mise en demeure sont respectées.

Au regard des constats effectués lors de l'inspection du 15/01/2026, des demandes d'actions correctives ont été formulées dans le présent rapport.

Enfin, il s'avère que la thématique ATEX doit faire l'objet d'actions correctives fortes pour retrouver un niveau de conformité adéquat. Une mise en demeure est proposée sur cette thématique. 15 jours sont laissés à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques sur le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI et mises à jour

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <p>APMD du 04/06/2025 mettant en demeure l'exploitant sous trois mois (échéance : 04/09/2025) de : mettre à jour, pour tenir compte de l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis octobre 2022, les versions de Plan d'Opération Interne présentes dans la valise d'astreinte et en salle PC exploitant ainsi que l'ensemble des fiches, issues du POI, affichées dans la même salle.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant suite à la VI de mai 2025 : L'exploitant met à jour la version des deux POI, l'un présent sur site et l'autre dans la valise d'astreinte. En outre, il procède également à la mise à jour des documents affichés afin d'éviter qu'une modification ne soit pas prise en compte.</p> <p>L'exploitant précise pourquoi les deux versions de POI ne sont pas à jour et l'objectif de la fiche, présente en salle, intitulé "train d'appels automatique", référence MOD-2986, version 0, applicable au 15 mars 2019 qui n'est pas intégrée au POI.</p> <p>Enfin, il est rappelé à l'exploitant que le POI dont la dernière version date du 21 octobre 2022, devrait faire l'objet d'une mise à jour avant octobre 2025. Cette mise à jour doit indiquer les phénomènes dangereux liés aux ouvertures de soupapes des citernes mobiles (jets enflammés, BLEVE...) ainsi que les plans, comme celui, de la fiche 3.B.3 du POI (pression des poteaux privés...). Dans tous les cas et au vu des écarts, le POI est mis à jour dans un délai d'un mois pour tenir compte de l'ensemble des remarques sus-citées.</p> <p>Une fiche réflexe est intégrée au POI révisée pour préciser à l'exploitant après un fonctionnement prolongé d'une durée donnée du système de refroidissement, le moment où il doit aller réaliser les opérations d'appoint en carburant des moto-pompes incendie.</p>
Constats : <p>Réponse de l'exploitant : « Antargaz a justifié de la conformité des documents POI à disposition de l'exploitant et affichés en salle [POI]... Antargaz a en conséquence proposé de modifier le mode de mise à jour de ces documents (remplacement intégral de l'ensemble des fiches, même en l'absence de modification de ces dernières) afin de faciliter la vérification de conformité des documents.”</p> <p>Lors de la présente inspection, il a bien été relevé que le POI mis à disposition en salle POI (PCEX) et dans la valise d'astreinte était bien la version d'août 2025, transmise également à l'inspection.</p> <p>Ce constat permet de lever la mise en demeure supra prise sur cet item.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Information de l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : APMD du 04/06/2025 mettant en demeure l'exploitant sous trois mois (échéance : 04/09/2025) de prendre les dispositions nécessaires afin que l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention et autres services externes (notamment les différentes administrations : SIDPC, DREAL...) soient informés rapidement en cas d'incident. Demande formulée à l'exploitant suite à la VI de mai 2025 : L'exploitation détermine d'où provient le dysfonctionnement pour le train d'appels informant les autorités du début d'un sinistre. En outre, il met en place les correctifs nécessaires et apporte les éléments attestant du bon fonctionnement du train d'appel.
Constats : Réponse de l'exploitant : « Antargaz a apporté les justifications du bon fonctionnement de l'automate d'appel dans ses réponses aux constats du rapport de l'inspection. Il est mis en évidence une erreur humaine isolée non reproductible, qui ne préjuge pas d'un manquement de formation, comme les justificatifs annexés aux réponses aux constats du rapport de l'inspection l'indiquent. Antargaz rappelle qu'il propose une démonstration du bon fonctionnement de l'automate d'appel, selon les disponibilités des services de l'inspection DREAL, et d'une prévenance des acteurs contactés par l'automate d'appel. » Lors de la présente inspection, le déclenchement d'un exercice POI a été simulé ainsi que le lancement du train d'appels informant les autorités du début du sinistre. Les administrations DREAL et SIDPC16 ont bien reçu l'appel précisant le déclenchement d'un exercice POI via « un test DREAL » et un autre appel indiquant la fin de l'exercice. Ce constat permet de lever la mise en demeure supra prise sur cet item.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Disponibilité des moyens de lutte incendie – pomperie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : APMD du 04/06/2025 mettant en demeure l'exploitant sous trois mois (échéance : 04/09/2025) de : mettre en place les mesures nécessaires afin que les groupes moto-pompes utilisées pour la lutte incendie soient autonomes, en termes de fonctionnement, sur une durée au minimum de 4 heures. Demande formulée à l'exploitant suite à la VI de mai 2025 : L'exploitant précise à l'inspection des installations classées la consommation horaires des groupes motopompes et justifie par calcul

détaillé, qu'au jour de l'inspection, les 390 litres présents dans la cuve de carburant étaient suffisants pour alimenter les groupes moto-pompes pendant au minimum 4 heures.

En outre, l'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour que l'alimentation des réservoirs à carburant des groupes motopompes pour la lutte incendie puissent être alimentés en cas de coupure électrique. L'objectif étant que les groupes motopompes pour la lutte incendie soient autonomes.

Enfin, l'exploitant met à disposition de son personnel les informations concernant l'autonomie des groupes moto-pompes (plein de 70 litres) et planifie le réapprovisionnement afin d'éviter un arrêt intempestif des groupes moto-pompes en cas d'incendie.

Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a décrit les solutions techniques qu'il comptait mettre en œuvre pour répondre à l'injonction préfectorale de mise en demeure.

En outre, l'exploitant a proposé de modifier les installations existantes composées d'une réserve enterrée de carburant alimentant les moto-pompes par la mise en place d'une cuve aérienne de carburant d'une capacité suffisante et permettant le ré-appoint en carburant des moto-pompes sus-citées par un dispositif de pompe manuelle (fonctionnement possible sans aucune source d'énergie).

Par courrier préfectoral du 26/08/2025, le préfet a pris acte des propositions et a demandé à l'exploitant que :

- la cuve aérienne de carburant devra être d'au moins de 1500 litres et associée à une double enveloppe connectée à une détection de fuite conforme aux exigences en vigueur ;
- en cas de fuite, une alarme sonore et visuelle doit s'enclencher. Cette alarme doit être retransmise en salle de contrôle afin que l'opérateur présent sur site soit averti ;
- la cuve aérienne sera associée également à une rétention pour permettre de contenir toute projection lors des opérations d'emplissage de celle-ci et en cas de fuite de la cuve aérienne suite à une collision sur la cuve. Cette rétention devra permettre une protection suffisante contre les collisions accidentelles ;
- la cuve enterrée existante devra être dégazée, inertée, nettoyée et extraite du site pour être envoyée en filière de traitement ad hoc. En complément, je vous invite à décliner les attendus exprimés par l'inspection dans son courriel du 16 juin 2025 en matière d'investigations des sols au droit des zones où se trouvait la cuve enterrée. Pour mémoire, il vous était demandé que « des investigations des sols en fonds et parois de fouilles de cette réserve seront à réaliser à minima sur les ETM et hydrocarbures. Selon les teneurs observées, des mesures de gestion de la contamination des sols seront à mettre en œuvre ». Les rapports en découlant seront à communiquer à l'inspection des installations classées.

Lors de la présente inspection, il a été constaté que la cuve a été installée avec sa rétention (celle-ci a une capacité de 1450 litres ; sa capacité est en deçà des 1,5 m³ initialement prévues mais cette capacité est amplement suffisante pour procéder à l'appoint des GMP pour garantir l'autonomie de 4 heures exigées pour le fonctionnement prolongé du système de refroidissement). Il reste uniquement à installer un auvent pour la protéger des intempéries (prévu fin janvier 2026). La pompe électrique pour permettre l'appoint en carburant des réservoirs des moto-pompes, a été conservée.

L'exploitant a ajouté une commande manuelle pour réaliser l'appoint vers les réservoirs des moto-

pompes dans le cas où les utilités électriques auraient été coupées.

Le retrait de l'ancienne cuve de carburants enterrée et la réalisation des investigations de sols se feront d'ici la fin janvier 2026.

Par contre, la nouvelle cuve dispose d'une double enveloppe avec un dispositif de contrôle visuel de l'intérieur de celle-ci. De ce fait, aucun report d'alarmes n'a été mis en place en l'absence de système de détection de fuite. La vérification de l'intégrité de la double enveloppe, par contrôle visuel, se fera hebdomadairement pendant les rondes clôture / sûreté.

Ce constat permet de lever la mise en demeure supra prise sur cet item.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre :

- les justificatifs d'évacuation de l'ancienne cuve de carburants vers une filière dûment autorisée ;
- le rapport des installations des sols (fonds et parois de fouille) où se trouvait l'ancienne cuve enterrée et le cas échéant, préciser les mesures de gestion d'une contamination qui aurait été mesurée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les installations sont dotées également de :

- d'un réseau de poteaux incendie correctement dimensionnés connectés au réseau sur-pressé du site par les motopompes et d'autres raccords au réseau de ville. Des essais fonctionnels, par la réalisation de mesures de débits, sont réalisés au moins tous les ans (des actions correctives sont à mettre en œuvre dès lors qu'un hydrant débite en deçà de 60 m³/h sous 1 bar) ;
- de plusieurs canons à poste fixes et de plusieurs lances monitors disponibles sur site ; les canons à poste fixe sont orientés vers la zone de stockage de GPL ;

...

Enfin au niveau des postes de chargement / déchargement de GPL, un système d'arrosage, dont la mise en route répond aux mêmes principes que celui associé au stockage de GPL et décrit aux dispositions de l'article 7.2.3 sus-cité, est présent et permet une aspersion homogène des citernes mobiles pour atteindre un débit de 10 litres par m² d'enveloppe et par minute de leur paroi. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs relatifs au respect de cette exigence.

Constats :

Les installations sont dotées des dispositifs sus-cités. Ces derniers font l'objet de vérifications périodiques.

<p>Par sondage, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dernier rapport interne de vérification des lances monitors réalisée le 02/04/2025 : Aucune anomalie n'a été relevée à cette occasion ; - le dernier relevé de débits des poteaux incendie du site réalisé par Desautel le 06/05/2025 : les débits mesurés pour les 6 poteaux concernés, à 1 bar, sont compris entre 75 et 120 m³/h ; - le dernier relevé de débit de l'aspersion en fonction de la pression réalisé en interne le 02/04/2025 : les débits de l'aspersion au niveau des réservoirs et des postes de chargement / déchargement GPL ont été vus conformes ; - le dernier rapport de vérification des extincteurs du site réalisée par Desautel le 10/10/2025 : Aucune anomalie explicite n'est consignée dans le rapport présenté. <p>De plus lors de l'inspection, un essai de bon fonctionnement des systèmes d'aspersion au niveau des postes camions et du stockage gaz, a été réalisé. Ce dernier s'est avéré concluant.</p> <p>Enfin, les canons à poste fixe étaient bien orientés vers la zone de stockage de GPL conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conformité de la sirène PPI

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2015, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de mai 2025 :</p> <p>Lors de l'inspection du 6 mai 2025, il a été constaté que la portée acoustique de la sirène POI était correcte.</p> <p>L'inspection a interrogé le personnel d'astreinte concernant les contrôles périodiques de la conformité des sirènes PPI, ce dernier a déclaré que des essais annuels sont réalisés (tests fonctionnels sourds pour observer le respect des caractéristiques techniques) et que des essais sont réalisés chaque premier mercredi du mois (conformité du signal de la sirène...).</p> <p>L'exploitant transmet, sous un mois, le dernier rapport de vérification de la conformité de la sirène PPI du site et des éventuelles actions correctives mises en œuvre pour remédier aux éventuels écarts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des essais de bon fonctionnement de la sirène PPI sont effectués chaque mois.</p> <p>De plus, des vérifications annuelles par une société compétence sont réalisées. La dernière vérification a été faite en février 2025 par la société SCHALTBAU France. Un contrôle des équipements en place, contrôle armoire, contrôle partie haute, commandes déportées est effectué.</p> <p>Ce contrôle a permis de conclure que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'armoire PPI est opérationnelle et conforme ; - les 4 diffuseurs ont été vérifiés ; ils ne présentent pas de fissures, sont en bon état et sont fonctionnels;

<ul style="list-style-type: none"> - les 4 kits hauts-parleurs ont été testés et ils sont étanches et fonctionnels ; - les commandes déportées filaires de la portée de l'armoire PPI et de l'écran tactile ont été testées et sont fonctionnelles et conformes. <p>La sirène PPI et ses équipements sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un bassin d'eau dimensionné sur le scénario le plus pénalisant dans l'étude de dangers avec une autonomie de débit de refroidissement d'au moins 4 heures (ou 2 heures d'autonomie plus 2 heures réalimentables) ; ... -une pomperie incendie composée de deux groupes moto-pompes autonomes (diesels) permettant de débiter 350 m³/h. [...] Le démarrage des groupes est asservi à la mise en sécurité du site, les deux groupes fonctionnant en parallèle sauf si un seul suffit pour atteindre les débits réglementaires.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté</p> <ul style="list-style-type: none"> :- que le volume de la réserve incendie était bien de 3000 m³ (réserve remplie) ; - que les deux groupes moto-pompes incendie étaient présents et fonctionnels (essai de démarrage réalisé et concluant). <p>Aussi afin de s'assurer du suivi et de l'entretien dans le temps des GMP, l'exploitant a présenté les derniers comptes-rendus d'intervention sur ces équipements par la société MUTHEC à l'occasion de la maintenance préventive réalisée annuellement. Cette intervention a eu lieu en mai 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -GMP1 : des recommandations sont précisées (prévoir le remplacement du compensateur d'échappement en préventif, turbo à surveiller huile présente + léger jeu et durites + turbo à prévoir en 2026). Les travaux seront réalisés au plus tard lors de la prochaine révision annuelle en avril 2026. De plus, il est précisé que depuis 2023, le contrôle des écrous de la pompe ne sont pas contrôlés sans justification particulière de l'acceptabilité de cette situation tout en sachant que ces écrous ont été contrôlés en 2022; -GMP2 : des recommandations sont précisées (prévoir le remplacement du manomètre sur le by-pass de refroidissement 0-6 bar, prévoir le remplacement du turbo en préventif en 2026, prévoir le remplacement des durites en préventif en 2026, prévoir le remplacement des batteries 12V-35Ah en 2026 et prévoir le contrôle de l'écrou bout d'arbre en préventif en 2026). Les travaux seront réalisés au plus tard lors de la prochaine révision annuelle en avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier auprès de l'inspection, de la réalisation effective des travaux attendus sur les GMP1 et GMP2 pour satisfaire aux recommandations formulées par MUTHEC ; - justifier que le contrôle des écrous de la pompe GMP1 sera bien réalisé lors du contrôle annuel d'avril 2026 et à défaut de justifier la non possibilité de réaliser un tel contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Citernes mobiles admissibles sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des citernes mobiles munies de soupapes de sécurité, pour des opérations de chargement / de déchargement de GPL, peuvent être admises sur site (y compris d'une capacité supérieure à 57 m³) dès lors que les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elles sont équipées de soupape dont la pression de tarage n'excède pas 23,5 bar relatif ; - le produit de la pression de tarage de la soupape (en bar relatifs) par le volume de la citerne (en m³) reste inférieur ou égal à 1425 bar.m³. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, un registre consignait l'ensemble des citernes mobiles admises sur site pour des opérations de mouvement de GPL et est en mesure de justifier que les critères supra sont respectés.</p> <p>Les citernes mobiles dépourvues de soupapes d'une capacité supérieure à 57 m³ ne sont pas autorisées d'être admises sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La première citerne munie de soupape a transité sur site le 13/01/2026 pour un gros porteur pour la réalisation d'opération de déchargement de GPL. En revanche, aucun petit porteur (pour le remplissage des réservoirs) muni de soupapes n'est encore intervenu sur site.</p> <p>Aussi, l'exploitant a rédigé des procédures indiquant la possibilité de recevoir ces citernes munies de soupapes. Par exemple, le mode opératoire de contrôle des véhicules citernes au chargement (MOD-2026) précise bien que des contrôles sont réalisés ; « Si citerne équipée de soupapes, pression de tarage < ou = à 23,5 bar et Pression de tarage soupape * Volume en m³ < ou = à 1425 ». Ces éléments sont cohérents avec les citernes avec soupapes pouvant être admises sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel (citernes)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Le personnel du site est formé pour l'accueil des citernes mobiles d'un volume supérieur à 57 m ³ munies d'une soupape. Cette formation précise les consignes prévues en la matière du présent arrêté ainsi que les moyens de prévention et de protection à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident impliquant ces citernes mobiles. Constats : Concernant la formation du personnel pour l'accueil des camions-citernes munis de soupape, l'exploitant indique que l'accueil de ces citernes spécifiques ne concerne pas un nouveau produit mais bien toujours le GPL auquel est formé le personnel. A ce titre, il n'a pas fait l'objet comme pour le GNV d'une formation spécifique. Le personnel a été informé des mises à jour des fiches de contrôle des camions-citernes afin d'intégrer les éléments de contrôle spécifiques aux camions-citernes munis de soupapes et comment les contrôler. Puisque le risque associé à une citerne mobile munie d'une soupape est une fuite GPL caractérisée (pression, diamètre, orientation, hauteur) ; celle-ci a fait l'objet d'une fiche d'accident dédiée (en plus de la fiche accident « Fuite GPL » 5.A.1) dans le POI. Il s'agit de la fiche 5.A.1.b (page 29 et 30 du POI). Au regard de ce qui précède, l'exploitant estime que le personnel du dépôt est formé à l'utilisation intégrale du POI. Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Opération de chargement des camions-citernes (petits porteurs)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/07/2025, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : A minima dès l'entrée sur site des camions-citernes, ceux-ci font l'objet d'un contrôle spécifique rigoureux par les chauffeurs. Des contrôles périodiques et inopinés définies dans des procédures et consignes comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la vérification que les auto-contrôles spécifiques des camions-citernes ont été effectués par les chauffeurs en amont de l'entrée sur site ;- la concordance de la signalisation et du placardage avec le produit attendu sur le bordereau de livraison ;- un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie (fuite, corrosion, échauffement des témoins de roues...) ;- pour les opérations de remplissage sur site :<ul style="list-style-type: none">◦ la vérification des panneaux avec indication « SV » sur les côtés et arrière du véhicule pour les nouvelles citernes selon l'ADR 2023◦ la vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes.

<p>Constats :</p> <p>La consigne de transfert (auto-contrôle chauffeur et vérification avant mouvement du produit effectuée par l'opérateur) et la fiche de contrôle de la citerne intègre les contrôles spécifiques existents. Ces deux documents sont référencés comme suit :- consigne particulière - transfert GPL - GMX-CP-011 version 1 du 21/07/2025 ;- MOD - 2026 fiche de contrôle des véhicules citernes au chargement.</p> <p>Ces documents consignent globalement les informations demandées à l'exception des items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes. - la vérification de l'absence de corrosion, échauffement des témoins des roues...
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de compléter le corpus documentaire pour les opérations de déchargements des petits porteurs munis de soupapes (MOD, consigne particulière...) pour intégrer l'ensemble des items prévus à l'article 3.3 de l'APC du 25/07/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Opération de déchargement des camions-citernes (gros porteurs).

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des contrôles systématiques sont réalisés par l'exploitant dès l'entrée des citernes sur site et sont définis dans des procédures et consignes qui comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la concordance de la signalisation et du placardage avec le produit attendu sur le bordereau de livraison ; - un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie (fuite, corrosion, échauffement des témoins de roues...) ; <p>Les contrôles « administratifs pour les opérations de déchargement sur site comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des panneaux avec indication « SV » sur les côtés et arrière du véhicule pour les nouvelles citernes selon l'ADR 2023 - la vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes.
<p>Constats :</p> <p>La première citerne gros-porteur munie de soupapes est intervenue sur le site le 13/01/2026 (immatriculation HC 992 MX).</p> <p>La fiche MOD-2137 « fiche de contrôle des véhicules citernes au déchargement » de contrôle des</p>

véhicules citernes au déchargement a été modifiée pour intégrer certains points en lien avec les venues sur site de camions citernes munis de soupapes.

En revanche, la fiche renseignée pour le mouvement du 13/01/2026 n'intègre pas le point suivant : « la vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes ». L'exploitant a précisé que cela est tout de même vérifié au préalable en lien avec le conseiller prévention.

En dehors de ce point non tracé, tous les items vérifiés sont indiqués comme vu « conformes ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de compléter le corpus documentaire pour les opérations de déchargements des gros porteurs munis de soupapes (MOD, consigne particulière...) pour intégrer l'ensemble des items prévus à l'article 3.3 de l'APC du 25/07/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : MMR - citernes mobiles munies de soupapes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2015 susvisé, l'exploitant intègre au suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR) de son établissement, les MMR suivantes associées aux scénarios suivants :

- a) dans le cas d'une ouverture de la soupape de sécurité sur sollicitation (cas de sur-remplissage) :
- clapet de recirculation au refoulement des pompes (limite l'excès de pression au chargement);
 - système de comptage massique avec pré-détermination de la quantité à charger (limitation du sur-remplissage) ;
 - sondes optiques de niveau (LARCO) raccordées au camion (limitation du sur-remplissage) ;

...

Ces MMR répondent aux exigences précisées à l'article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2015 susvisé.

Constats :

Les MMR sus-citées sont bien intégrées à la liste des MMR du site reprises dans l'étude de dangers compilée de septembre 2024.

Par sondage, l'inspection s'est intéressée aux dispositions en lien avec le sur-remplissage (cf. point a) supra). A cet effet, l'exploitant indique que:

- « le clapet de recirculation est testé quotidiennement avant le premier chargement, puis à chaque fin de chargements (fonctionnement en boucle fermée de la pompe) ;
- le pré-déterminateur (pour le comptage massique de la quantité à charger) est testé à chaque

chargement, et cohérent avec la pesée en fin de chargement du pont bascule qui est contrôlé par métrologie. »

Le clapet et le pré-déterminateur sont des sécurités en fonctionnement et des essais sont réalisés à chaque opération de chargement de produits. Afin de s'assurer de la validité métrologique du pont bascule de pesée permettant de valider les informations du pré-déterminateur, le carnet métrologique du pont bascule a été consulté par l'inspection ; le dernier contrôle, effectué par la société PRECIA MOLEN SERVICES le 17/04/2025, conclut à « vérification périodique métrologique conforme ».

Aussi lors de l'inspection, les inspecteurs ont assisté à une opération de chargement d'un petit porteur, afin de constater les tests des clapets de recirculation et du système de comptage massif ; aucune anomalie n'a été observée dans ce cadre.

Enfin concernant les contrôles périodiques des sondes Larco, les derniers rapports de vérification du dispositif ont été analysés par l'inspection. En effet, les contrôles sont effectués par la société SOGIMAPE:

- « Détection Larco du poste chargement camion 1 » - contrôle réalisé le 06/05/2025 : vérification de l'état des broches, câbles, connexions électriques, boîte de jonction et d'un test réalisé avec le camion par « immersion sonde NTH » : « arrêt du transfert observé, fermeture de la vanne et alarme sonore et visuelle ». La conclusion générale est « conforme au process » ;
- « Détection Larco du poste chargement camion 2 » - contrôle réalisé le 06/05/2025 : les mêmes indications et conclusions que pour le poste de chargement 1 sont précisées. Le prochain contrôle des sondes doit intervenir avant mai 2026.

L'inspection relève que les deux rapports de vérification ne consignent pas le modèle des sondes Larco présentes et indiquent « ? » au n° de fabrication du système et à son année de fabrication. L'inspection rappelle que l'exploitant doit connaître à tout moment les caractéristiques des MMR valorisées (via la documentation technique) pour justifier du respect de l'article 4 de l'AM du 29/09/2005 modifié.

L'exploitant est invité à porter une vigilance toute particulière sur le renseignement des informations descriptives et caractéristiques d'une MMR dans les différents rapports de contrôle établis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Détection flamme sécurités associées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

La détection flamme des réservoirs est assurée par un nombre adéquat de détecteurs. Le déclenchement active la mise en service du système de refroidissement.

Asservissement détection détaillée dans l'EDD de 2024 : « En effet, le site dispose d'un réseau de détecteurs de fuites de gaz et d'un réseau de détecteurs de flammes, asservissant automatiquement, et sans nécessité d'intervention humaine, la mise en sécurité des installations, la mise en service du réseau interne de lutte incendie (démarrage des groupes incendie et mise en eau des collecteurs de distribution d'eau incendie) ainsi que l'arrosage automatique au niveau des réservoirs aériens et des postes camions. »

Constats :

L'examen du plan de masse v10 - août 2024) « Quadrillage incendie + IPS » fait référence à 4 détecteurs de flammes (2 au niveau du stockage et 2 au niveau des postes camions).

L'exploitant a transmis un rapport de contrôle du 28/10/2025 de la détection gaz / flammes du site ; en outre, 1 centrale équipée de 10 détecteurs gaz et 4 détecteurs de flammes (ce qui est cohérent avec le plan de masse sus-cité) ont été contrôlés à cette occasion. La société TELEDYNE en charge du contrôle conclut « au bon fonctionnement de l'installation ».

Toutefois, le rapport précise les éléments suivants :

- « contrôle alimentation secourue [du système de détection] : aucune alimentation de secours » : il s'agit d'une erreur de retranscription du prestataire dans son rapport, car, selon l'exploitant, il y a bien des onduleurs pour assurer le secours de la détection flammes / gaz. Pour le justifier, la société Armor Onduleurs réalise un contrôle annuel par ailleurs, des batteries et onduleurs de secours. Le dernier contrôle a eu lieu en septembre 2025. Le rapport de contrôle ne consigne aucune anomalie et précise que l'autonomie du système est de 180 minutes. L'onduleur associé à la détection a bien été constaté par l'inspection (ce dernier est raccordé à l'armoire électrique de la détection se trouvant dans le local TGBT) ;

- « test des asservissements associés à la détection gaz / flammes : non réalisé à la demande du client » : le contrôle des asservissements est effectué une fois par an et le contrôle annuel a été fait le 10/06/2025. La fiche « Check-list test des asservissements sur mise en sécurité » a été présentée et tous les asservissements ont été vus conformes. Le rapport de la société TELEDYNE (contrôle annuel) du 10/06/2025 trace également le test de ces asservissements et conclut à un bon fonctionnement des installations.

L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la nécessité de s'assurer que les rapports de contrôle / essai / test MMR consignent les informations requises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (*pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur*) et éventuellement d'un « permis de feu » (*pour une intervention avec source de chaleur ou flamme*) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Constats :

Une procédure chapeau définissant les modalités à prendre dans le cadre des plans de prévention, est établie pour le site ; celle-ci est à l'indice 8 et date de mars 2022.

En outre, elle détaille les activités qui doivent faire l'objet d'un plan de prévention. Pour chacune de ces activités, la procédure identifie les mesures de prévention à mettre en œuvre et qui en a la charge.

Par exemple pour l'activité de remplacement d'un afficheur Enraf, il est demandé de prendre comme mesures de prévention notamment les suivantes :

- coupure d'alimentation - consignation de l'appareil - permis de feu ;
- habilitation à jour
- pas de déchargement de GPL lors des travaux.

Pour cette activité, l'exploitant a présenté les deux derniers permis de feu (PdF) établis.

PdF du 18/02/2025 - démontage et test afficheur bar du R3 : Le travail générateur du risque était le recours à un testeur ; il n'y a pas eu de points chauds pendant les travaux. La société intervenante est la société Coureau. Les mesures préventives prises ont intégré le contrôle permanent de l'atmosphère durant les travaux (avec un explosimètre) et la surveillance permanente durant l'intervention. Aucune ronde post travaux n'a été réalisée compte tenu de l'absence de points chauds générés lors du chantier.

Toutefois, le permis de feu est incomplet et toutes les mesures de prévention requises n'ont pas été indiquées / cochées (par exemple : l'item en lien avec « arrêt d'exploitation » pour justifier d'une coupure d'alimentation au préalable et l'interdiction de déchargement de GPL).

PdF du 20/05/2025 - changement afficheur Enraf R3 : Le document est correctement rempli et cette fois, la mesure préventive « arrêt d'exploitation » est bien cochée.

A noter que ces deux permis de feu sont des permis de travail sans point chaud.

L'exploitant a précisé ne pas avoir délivré de permis de feu avec points chauds depuis plusieurs années (le dernier datant des requalifications décennales).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon remplissage des permis feu pour y préciser les mesures de prévention requises selon l'activité réalisée (et pour être en phase avec les mesures de prévention génériques listées dans la procédure de mars 2022).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de sensibiliser ses équipes quant au bon remplissage des permis de feu pour y intégrer toutes les dispositions requises.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont protégées contre la foudre (agressions directes et indirectes) conformément à la réglementation nationale (arrêté du 4 octobre 2010 susvisé). A ce titre l'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF), d'une étude du risque foudre (ETF) et d'équipements conformes à ces études : paratonnerres, parafoudres, détecteur d'orage avec arrêt de l'activité en cas de situation orageuse avérée. Les installations sont vérifiées conformément aux dispositions nationales applicables : vérification complète tous les 2 ans, vérification visuelle tous les ans et en cas de foudre avérée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières vérifications foudre ont été réalisées :- le 28/11/2024, visite simplifiée visuelle ;- le 25/11/2025, vérification complète.</p> <p>Ces contrôles sont effectués par la société TelComTec, société certifiée Qualifoudre.</p> <p>La dernière vérification de novembre 2025 conclut que les installations de protection foudre sont « conformes et opérationnelles » ; toutefois, il est indiqué compte tenu de la mise à jour des études foudre en septembre 2024 ; « à ce stade, les travaux requis n'ont pas été réalisés ». Le rapport mentionne plusieurs installations « en attente de travaux » (parafoudres au niveau de l'automate de sécurité alimentation 24V, au niveau de l'automate de sécurité du GMP1, au niveau de celui du GMP2, ...).</p> <p>Concernant les mises en conformité sur les automates de sécurité GMP1 et 2, le rapport indique « une refonte des coffrets de gestion des GMPI est prévue courant 2026 ».</p> <p>L'exploitant précise que les travaux vont débiter à partir d'avril 2026.</p> <p>Aucune mise en demeure n'est proposée pour la mise en conformité foudre dans la mesure où l'exploitant précise que la résorption des anomalies ne pouvait se faire qu'au moment de la modification de l'automate de sécurité dont l'échéance affichée était bien 2026.</p>